Le fonds du Comité d'Action d'Olten dans les Archives de l'USS

Résumé des grandes lignes

La Suisse de la fin du 19^{ème} siècle connait une rapide croissance de l'économie. L'industrialisation change les campagnes, les villes et la société. L'agriculture et l'artisanat sont en recul tandis que se développe le travail dans les fabriques. C'est aussi une époque où les Suisses émigrent : des campagnes vers les villes, vers les pays d'Europe, outre-mer.

La première constitution de la Suisse de 1848 est refondue en 1874 pour donner plus de compétences aux institutions fédérales et introduire le référendum. La toute jeune Union ouvrière suisse fait campagne pour la loi sur les fabriques qui sera acceptée en 1877. Cette loi instaure quelques restreintes à l'exploitation des travailleurs : elle limite la journée de travail à 11 heures, interdit de faire travailler des enfants de moins de 14 ans et accorde aux femmes un congé maternité non payé de dix semaines.

Pendant la guerre, l'industrie est florissante mais le coût de la vie ne cesse d'augmenter alors que les salaires stagnent. Les populations les plus touchées sont celles des villes : les ouvriers bien sûr mais aussi les fonctionnaires et les employés de banque.

Le travail dans les fabriques est dur. Pas de vacances. Unique congé, le dimanche. Dans toutes les villes, de nombreuses manifestations ont lieu contre l'enchérissement et la misère des conditions de vie¹.

C'est dans cette atmosphère que Robert Grimm, rédacteur de l'organe du Parti socialiste suisse, la Berner Tagwacht, réunit, le 1^{er} février 1918, des dirigeants socialistes et syndicaux en vue de former un Comité d'Action. La première réunion eut lieu le 4 février à Olten. 5 membres du Parti socialiste suisse et de l'Union syndicale suisse assistèrent à la première séance : Robert Grimm (président du Comité d'Action), Rosa Bloch, Franz Reichmann, Konrad Ilg, et Karl Dürr. Au fil des mois, ils furent rejoints par d'autres dirigeants pour former un comité d'environ 12 membres.

Les 27 et 28 juillet 1918, l'Union syndicale suisse et le Parti socialiste suisse organisent en commun un Congrès ouvrier suisse à Bâle qui se prononce pour la grève générale si le Conseil fédéral refuse d'accéder à leurs revendications.

Les 9 revendications du Comité d'Action à la veille de la grève :

- 1. Renouvellement immédiat du Conseil national d'après la proportionnelle.
- 2. Droit de vote et d'éligibilité de la femme.
- 3. Introduction du droit au travail pour tous.
- 4. Introduction de la semaine de 48 heures.
- 5. Démocratisation de l'armée.
- En accord avec les producteurs paysans, assurer le ravitaillement.
- 7. Assurance vieillesse et invalidité.
- 8. Monopole de l'Etat sur les importations et l'exportation.
- 9. Payement des dettes publiques par les possédants.

- 1. Sofortige Neuwahl bes Nationalrates auf Grundlage bes Broporzes.
 - 2. Aftives und passives Frauenwahlrecht.
 - 3. Einführung ber allgemeinen Arbeitspilicht. 4. Einführung ber 48-Stundenwoche in allen
- öffentlichen und privaten Unternehmungen
- 5. Reorganisation ber Armet im Sinne eines Bolfsheeres.
- 6. Sicherung ber Lebensmittelversorgung im Ginvernehmen mit ben landwirtschaftlichen Bro-
 - 7. Alters= und Invalibenverficherung.
 - 8. Staalemonopole für Import und Erport.
- 9. Tilgung aber Staatsschulden burch te Be-

¹ Dans une brochure de l'USS intitulée « La vie chère en Suisse » (Berne, 1910), il est fait état d'un recensement de l'année 1900 en ville de Fribourg qui montre que, sur 769 habitations d'une seule pièce, 572 sont habitées par 2 personnes et plus et 146 par 5 à 9 personnes.

Le Comité d'Olten va encore tenter de négocier avec la Confédération. Mais lorsque le 7 novembre, il apprend la mobilisation des troupes contre les ouvriers de Zurich, il déclenche une grève de protestation de 24h pour le samedi 9 novembre. Le lundi 11 novembre, les ouvriers reprennent le travail mais devant le refus du Conseil fédéral de faire retirer ses troupes, le Comité lance un appel à la grève générale illimitée à partir de minuit.

La grève est abondamment suivie, plus fortement en Suisse allemande, portée par l'abdication de Guillaume II et la proclamation de la république, qu'en Suisse romande qui fête l'armistice.

La riposte est cinglante : Les locaux où se réunit le Comité d'Olten sont bloqués par les militaires et le Conseil fédéral fait occuper les villes et les centres industriels par l'armée. Le Comité d'Action proclame la fin de la grève :

« Leur résolution était aussi ferme que celle des ouvriers Non seulement ils ne craignaient pas la guerre civile, mais certains d'entre eux cherchaient directement à la provoquer. C'est qu'ils avaient mobilisé l'armée depuis près de quatre ans, sans que celle-ci ait eu l'occasion de donner des preuves de ses capacités. Le moment de lancer les soldats sur les ouvriers semblait venu. S'il était impossible d'employer les troupes contre l'ennemi extérieur, les chances étaient d'autant plus grandes contre la masse populaire désarmée et sans défense. ».²

Si l'analyse des retombées de la grève générale à varié au cours des décennies écoulées, les historiens s'accordent en général pour reconnaître que c'est l'un des événements majeurs que la Suisse moderne³ ait connu et son importance, tant sur la société que sur le développement des assurances sociales et les rapports entre partenaires sociaux, a été massive.

Il est certain également que, même si les grévistes ont eu un sentiment d'échec, la loi sur les fabriques est immédiatement révisée et l'horaire de 48 heures introduit au 1^{er} janvier 1919. Pour l'AVS, il faudra attendre encore 30 ans et plus de 50 ans pour l'introduction du droit de vote des femmes.

Le Comité d'Action d'Olten se réunira encore régulièrement jusqu'en septembre 1919 où il décidera de sa dissolution.

² Les grèves de novembre 1918 en Suisse: Rapport de situation du comité d'action d'Olten au 2me Congrès ouvrier suisse des 22 et 23 décembre à Berne, p. 15. 1918

³ La Suisse à partir de la 1^{ère} constitution de 1848.

Les membres du Comité d'Olten

Robert Grimm, fondateur et président du comité d'action d'Olten, conseiller national PSS, rédacteur en chef de la "Berner Tagwacht", Berne

Rosa Bloch, présidente de la commission féminine du PSS, rédactrice en chef de la "Vorkämpferin", Zurich

Franz Reichmann, secrétaire central de la Fédération des ouvriers sur bois, membre de la Commission syndicale USS, Zurich

Konrad IIg, secrétaire central de la FTMH, membre de la Commission syndicale USS, conseiller national PSS, Berne

Karl Dürr, secrétaire USS, Berne

August Huggler, syndicaliste (ancien secrétaire USS), conseiller national PSS, Zurich

Friedrich Schneider, syndicaliste, membre du PSS, rédacteur de "Vorwärts", Bâle

Fritz Platten, (remplace Rosa Bloch), secrétaire du PSS, conseiller national PSS, Zurich

Charles Schürch, secrétaire USS, Berne

Ernest Paul Graber, conseiller national PSS, rédacteur du quotidien "La Sentinelle", La Chaux-de-Fonds

Werner Allgöwer, secrétaire de l'Union ouvrière suisse des entreprises de transport, Lucerne

Harald Woker, président du Syndicat suisse des cheminots, Berne

Emil Düby, secrétaire général du Syndicat suisse des employés des chemins de fer (fondateur du sev), conseiller national PSS, Berne

Bernhard Kaufmann, président central de la Société suisse des aiguilleurs et gardes-barrières, Zurich

Le fonds du Comité d'Action d'Olten dans les archives de l'USS :

- Korrespondenzen, Drucksachen, Aufrufe und Briefe zum und über den Generalstreik 1918. (G 15933)
- Protokoll des Allgemeinen Schweizerischen Arbeiterkongresses, Samstag den 27. und Sonntag den 28. Juli 1918 in der Burgvogtei in Basel und Protokoll des 2. Allgemeinen Schweizerischen Arbeiterkongresses, Sonntag, den 22. und Montag den 23. Dezember 1918 im Volkshaus Bern. Ordre du jour et propositions du Ilme Congrès ouvrier suisse. (PE 437)
- Protokolle des Oltener Aktionskomitees der 1. bis 31. Sitzung, 4. Februar 1918 bis 29.
 September 1919. (G 23)
- Prozessakten 1918-1919, Streikabrechnung 1919-1921, Löschung im Strafregister 1943-1944. (G 252/6)
- Schriften und Berichte zum Landesstreik 1918. (G 23)

Le document suivant est une reproduction de la « Rote Fahne », premier et dernier numéro publié par le Comité le 13 novembre 1918, après la fermeture par l'armée de la "Berner Tagwacht", l'organe du Parti socialiste suisse :



DIE ROTE FAHNE



Bulletin Nr. 1 des Oltener Aktionskomitees

Genossen, Arbeiter!

Die Reaktion wütet auf der ganzen Linie. Die "Tagwacht", euer Kampforgan, ift vom Bundesrat mit Hilfe seiner

Schergen unterdrudt worden. Die Druckerei wurde in den ersten Morgenftunden des Mittwoch militärisch besetzt.

Nicht genug damit. Den streikenden Arbeitern der eidgenössischen Betriebe schickt man das Militär auf den Hals, unsere glorreiche Armee muß Bütteldienste leisten; muß dazu dienen, eine ganze Bevölkerungsklasse, hunderttausende von Arbeitern unter dem Daumen zu halten.

Mit diesen Mahnahmen glaubt eine kopflos gewordene Regierung die Arbeiterschaft einzuschüchtern, glaubt eine Behörde, die kein Verständnis und keinen Sinn für das Werden einer neuen Zeit hat, die Organisation des klassenbewuhten Prole-

tariats zerschmettern zu können.

Es wird ihr nicht gelingen! Die Absichten dieser mit Handgranaten und Maschinengewehren regierenden Landes-

behörde wird zu Schanden werden an der mutigen, entschloffenen Einigkeit der gesamten Arbeiterschaft.

Freunde und Brüder! Laßt euch nicht irre machen. Ob man unsere Blätter konsisziert, ob man unsere Institutionen zerstört, ob man unsere Vertrauensleute verhaftet und einsperrt — laßt euch nicht irre machen. Geht immer vorwärts im Kampse. Mag der Einzelne fallen, was liegt daran, wenn es auf das große Ganze ankommt. Die Meinung der Machthaber, mit der sogenannten "starken Hand" uns schrecken, die Seele des Streikes treffen zu können mit der Unterdrückung unserer Blätter, ist köricht. Ihr selbst seide die Seele und die Kraft dieses Streikes. Andere werden an unsere Stelle treten. Nicht auf das Komitee kommt es an, sondern auf Euch, auf die Arbeiterschaft!

Das Uttionskomitee.

Die Streiklage.

Geradezu glänzend sind die Berichte aus der ganzen Schweiz. Immer größern Umfang gewinnt der Streik, immer neue Massen treten zu uns über und legen die Arbeit nieder. Eben kommt die Meldung, daß der Verkehr im ganzen Tessin lahmgelegt ist. In Bellinzona und Biasca demonstrieren die Eisenbahner in Umzügen mit roten Fahnen auf den Straßen. Aus der Westschweiz lauten die Berichte ebenso erfreulich. Telegramme von Lausanne und Neuenburg an das Aktionskomitee verlangen energische Fortsetzung des Streiks. Von allen Seiten laufen Sympathiekundgebungen ein. Die Pöstler haben beschlossen, sofort in Streik zu treten, wenn die Bundesversammlung unsere Forderungen nicht bewillige.

Immer vorwärts, Freunde!



V. S. E. A. macht mit



Die Verkrauensleute des V. S. E. A. (Verband schweizerischer Eisenbahn-Angestellter) haben sich gestern einmütig mit den Streikenden solidarisch erklärt und den Anschluß an den Streik beschlossen. Es lebe der Kampf!

Lasst euch nicht provozieren!

Arbeiter! Bis jeht habt ihr den Streif mustergültig durchgeführt. Die Soldaten fragen schon, warum sie eigentlich hier sind. Mit derselben Ruhe und Disziplin müßt ihr weiter ausharren. Die Schergen warten nur darauf, den Säbel zu ziehen. Auf alle mögliche Weise suchen sie zu provozieren und aufzureizen. Sie sehnen sich förmlich nach einem Vorwand, der ihre Willkürherrschaft rechtsertigen soll.

Wir werden ihnen diesen Vorwand nicht geben. Mit derselben vorbildlichen Auhe, aber auch mit derselben eisernen Entschlossenheit werden wir ausharren. Gerade das wird unser Stolz sein, den blinden Machthabern zu beweisen, wie grundlos und einfältig die ganze riesige Machtentfaltung ist.

Bundesversammlung.

In der gestrigen Abendsitzung des Nationalrates sprachen die Genossen Grimm, Greulich, Grospierre und Naine namens der Arbeiterschaft. Ein Ordnungsantrag der Fraktion, es sei eine Kommission einzusehen zur Vorbereitung der sofortigen Neuwahl des Nationalrates und zur Umbildung des Bundesrates wurde glatt abgelehnt. — Die bürgerlichen Redner verlangten ungeniert Verhaftung und Bestrafung der "Kädelsführer". Papa Greulich rief unter dem donnernden Jubel der Tribünen in seiner Rede: "Dann müßt ihr mich auch ins Loch stecken, ich bin seit 50 Jahren ein "Kädelsführer"! Der Präsident drohte, die Tribünen zu räumen, wenn der Beifall nicht aufhöre.

heute morgen werden die Debatten fortgesett.

An das mobilisierte eidgenössische Personal.

Der Candesstreik entwickelt sich in glänzender Weise. So hat die Verbandsleitung des V. S. E. A. (Beamtenverband)

gestern beschlossen, ebenfalls in den Streit einzutreten. Aus allen Candesteilen kommen gute Nachrichten.

Trog den persönlichen militärischen Aufgeboten hat sich eure Solidarität glänzend bewährt. Es wird nun versucht, cuch mit andern Mitteln einzuschüchtern. Nächstens werdet ihr die Aufsorderung erhalten, unverzüglich zur Arbeit zu erscheinen, ansonst Entlassung erfolge. Laßt euch nicht schwecken, sondern verbleibt ruhig in Ausstand. Die Arbeiterschaft hält treu zusammen und läßt euch nicht im Stich. Hoch die Solidarität!

Telegramme.

(Eigene Berichte.)

Basel, 12. Nov. Unsere Sache marschiert. Stimmung ausgezeichnet. Auf die Basler Arbeiterschaft könnt Ihr zählen. Brüderlichen Gruß! Hoch die Solidarität!

Zürich, 12. Nov. Der Streik ist vollkommen; es herrscht Disziplin und Ruhe. Die Zürcher Arbeiter führen den Kampf entschloffen weiter Die Pösteler-Organisationen haben den Anschluß an den Streik beschlossen.

Olten, 12. Dov. Der Eisenbahnbetrieb ruht vollständig. Wir halten durch!

Luzern, 12. Nov. Ein mit "Ober"-Streikbrechern ausgefahrener Zug blieb außerhalb der Station stecken. Luzern steht fest!

Bellinzona, 12. Nov. Es fährt kein Zug aus. Wir demonstrieren in den Straßen mit roten Fahnen. Ebenso in Biasca. Verlaßt euch auf uns.

Biel, 12. Nov. Alles gut! Streikbrecher mit Jug von Bern zu uns übergegangen.

Laufanne, 12. Nov. Betriebe liegen still. Zeitungen erscheinen nicht. Bundesrat soll zurücktreten.

Genf, 12. Nov. Es erscheinen keine Zeitungen. Der Tramverkehr ist lahmgelegt, ebenso der Bahnbetrieb. Die Arbeiter verlangen den Kücktritt des National- und Bundesrates.

Quelques ouvrages généraux sur la grève de 1918⁴

Mauro Cerutti: Deux documents sur la grève générale de 1918 à Genève. In: Revue européenne des sciences sociales: Cahiers Vilfredo Pareto, tome 11, n° 29, 1973, p.193-200

Bernhard Degen: Abschied vom Klassenkampf: die partielle Integration der schweizerischen Gewerkschaftsbewegung zwischen Landesstreik und Weltwirtschaftskrise (1918-1929). Helbing & Lichtenhahn, 1991

Constant Frey [im Auftrag des SGB]: La grève générale de 1918: Légendes et réalités. Ed. Générales, 1968

Willi Gautschi: Das Oltener Aktionskomitee und der Landes-Generalstreik von 1918. J. Weiss, 1955

Der Landesstreik-Prozess gegen die Mitglieder des Oltener Aktionskomitees vor dem Militärgericht 3 vom 12. März bis 9. April 1919. Unionsdruckerei, 1919

Fritz Marbach: Der Generalstreik 1918: Fakten, Impressionen, Illusionen. Haupt, 1969

Paul Rechsteiner et Sébastien Guex: Der schweizerische Generalstreik 1918 und seine aktuelle Bedeutung: zwei Beiträge. SGB-Dokumentation Nr. 63, 1999 (En français également: La Grève générale de 1918: signification actuelle: deux contributions. Documentation USS n° 63)

Paul Schmid-Ammann im Auftrag des SGB: Die Wahrheit über den Generalstreik von 1918: seine Ursachen, sein Verlauf, seine Folgen. Morgarten, 1968

Streiken wirkt: Arbeitskämpfe in der Schweiz: 90 Jahre Generalstreik. SGB, 2008

Marc Vuilleumier [et al.]: La grève générale de 1918 en Suisse. Grounauer, 1977

Dominique Moser-Brossy, responsable des Archives USS depuis 1994 (Texte original de l'article paru en allemand (trad. Dr. Helmut Ettinger) dans la revue Mitteilungen des Förderkreises Archive und Bibliotheken zur Geschichte der Arbeiterbewegung (Berlin). 2015, Nr. 47, S. 14-18)

existe de nombreux écrits historiques ou commémoratifs sur les événements

⁴ Il existe de nombreux écrits historiques ou commémoratifs sur les événements dans les divers lieux où se déroula la grève générale de 1918.